

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

2 février 2016

PROTECTION DE LA NATION - (N° 3381)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

Tombé

**AMENDEMENT**

N° 105

présenté par  
M. Cherki et M. Assaf

-----

**ARTICLE PREMIER**

Après l'alinéa 3, insérer l'alinéa suivant :

« L'Assemblée nationale ne peut être dissoute pendant la mise en œuvre de l'état d'urgence et pendant la mise en œuvre de l'état de siège ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La présente révision a pour d'inscrire dans la Constitution le principe de l'existence du régime de l'état d'urgence.

De la sorte l'état d'urgence devient ainsi le troisième régime dérogatoire aux côtés de l'article 16 de la constitution et de l'état de siège.

Ces trois régimes dérogatoires répondent aux différentes situations dont la gravité particulière ne rend pas possible le fonctionnement ordinaire des institutions et des pouvoirs publics.

Il convient donc de prévoir les mêmes conséquences au regard du de l'exercice du droit de dissolution que celui qui prévaut pendant la mise en œuvre de l'article 16.